

**COMUE « UGA » – FUSION« UGA » – IDEX« UGA »**  
**Retour d'expérience de Grenoble (27 mars 2017)**

**1. Historique et Etat des lieux**

*précision : jusqu'en janvier 2016, coexistence de 3 universités (essentiellement STS / SHS / ALL avec peu de recouvrement) et d'un grand établissement, Grenoble INP, regroupant des écoles d'ingénieurs.*

**1) Tradition de coopération sur le site** : gestion du campus, culture, sport, relations internationales, médecine de prévention...

- d'abord avec un GIP Grenoble Pôle Européen (structure non pérenne) ;
- puis un PRES, avec chantage à l'obtention du Plan campus : 4 années de jeux de barbichette (clause d'unanimité) entre U. et INP ; seules réalisations : collège doctoral de site et la signature unique ;
- devenu COMUE n°1, avec transfert de la délivrance du doctorat (en pleine illégalité pendant 1 an).

**2) Chantage aux moyens** : une constante pour imposer des changements institutionnels précipités

- Plan Campus → PRES
- PIA1 → COMUE ; IDEX raté ; motif : gouvernance pas mûre (en fait elle était déjà pourrie !)
- PIA2 → fusion ; période de tractations plus ou moins opaques ; Savoie, IEP finissent par quitter le navire ; périmètre de la COMUE n°2 élargi à toutes sortes d'établissements et la fusion dans le paysage.

**3) Elections locales** : restructurations, IDEX,... de plus en plus présents

en 2011 : conseils centraux des trois U et de l'INP

en 2015 : université fusionnée, COMUE, l'INP → élections anticipées pour obtenir l'IDEX

- confusion volontaire des appellations : UGA = université fusionnée, la COMUE et l'IDEX, avec trois périmètres différents
- représentation syndicale lourdement plombée (la LRU a initié le mouvement avec la redéfinition des conseils, mais la « guerre des chefs » U1U2U3 a encore accentué l'effet « liste majoritaire »).

**4) En prime on obtient l'IDEX !**

- comme ailleurs projet bâti dans l'opacité totale (et en globish of course)
- double aspect :
  - redistribution des moyens totalement pilotée (sur les grandes orientations comme sur la forme) par un petit groupe de décideurs sur la base d'un projet occulte, avec débauche d'appels à projets et effet de cliquet (il pleut toujours là où c'est mouillé) ;
  - préfiguration, plus ou moins évoquée dans le projet IDEX, d'une réorganisation du site, au delà de la fusion, jamais discutée dans les conseils, qui se trouvent de fait ne plus disposer que d'un pouvoir totalement formel au mieux ;
- conséquences
  - difficultés de fonctionnement au quotidien (alourdissement des procédures, fusion des services...)
  - épuisement des personnels avec une explosion des cas de souffrance au travail
  - des guerres de territoires qui repartent en flèche (distribution de l'IDEX dans un contexte d'austérité)

**5) Des difficultés budgétaires considérables**

- des causes partagées par d'autres sites (RCE, GVT, ponctions MESR sur fonds de roulement...)
- aggravées par : le coût de la fusion et le siphonnage de moyens redistribués sur des périmètres limités par l'IDEX
  - Plan de « Retour à l'équilibre » : vient d'être annoncé, avec non remplacement d'un départ à la retraite sur 2 au moins jusqu'en 2020 (suppression de 15 E+EC et 15 BIATSS pour 2018), réductions des contrats doctoraux, des heures d'enseignement ... Information (mobilisation?) des personnels par une AG CGT-FSU-FO lundi → à suivre ...

## **2. Côté activités syndicales**

### **1) Historiquement**

- nous avons demandé depuis plus de 10 ans, et sans succès, que se mette en place une réflexion collective sur les évolutions de la structuration du site U1+U2+U3+INP.
- les analyses exprimées par le SNESUP dès la mise en route des évolutions à marche forcée et dans l'opacité des discussions entre directions seulement ne se sont malheureusement pas démenties depuis !

### **2) organisation syndicale locale**

- les sections SNESUP avaient fusionné en 2007, c'est à dire bien avant la fusion des établissements ; cela nous a été très utile ;
- travail systématiquement conjoint des syndicats FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) avec tenue d'un bureau FSU hebdomadaire.

### **3) petit état des lieux de nos activités**

**Elections universitaires** : campagne axée sur les propositions et les réponses aux questions données par les candidats, sans engagement à soutenir une candidature spécifique  
effondrement de notre présence (et plus généralement de la présence syndicale) dans les conseils centraux : comme ailleurs mais accentué par l'effet « combat des chefs » et la présence d'une « liste de notables » soutenant explicitement la future présidente ; en revanche présence significative et très active dans les conseils de « pôles de recherche » de la COMUE, plus près du terrain.

### **Batailles syndicales :**

- beaucoup de luttes sectorielles qui ont permis d'obtenir un certain nombre d'acquis (statuts des contractuels, grilles de rémunération...) ;
- gros effort de communication (nouvelles locales et nationales) envers les personnels avec diffusion d'une lettre électronique FSU (13 numéros sortis depuis janvier 2017 !)
- les effectifs des syndiqués se maintiennent et même augmentent légèrement malgré le départ des retraités grâce à des adhésions relativement nombreuses (23 adhésions en 2 ans / effectif de 140).
- actions assez fréquemment conjointes avec la CGT et FO (en CT, sur les primes de fin d'année des BIATSS, sur le PRE) qui semblent porter des fruits (belle progression d'une liste commune aux élections de l'association d'action sociale locale).

### **Et la suite ...**

Le vécu concret, par les collègues, des dégâts sur le terrain les aide à percevoir (voire à partager) ce que nous disons depuis longtemps :

- revenir sur les RCE et obtenir un ré engagement de l'Etat est une bataille essentielle
- le pilotage insidieux par les appels à projets devient visible par beaucoup et s'ajoute à l'exaspération et à l'épuisement : est-il temps de mener des appels à boycott ou autres formes de refus ?

Mais en parallèle, l'attentisme (le découragement) pré-électoraux n'aident pas.